

COMMUNIQUÉ DE PRESSE Pour diffusion immédiate

Réouverture du PEQ

Un signal attendu, mais insuffisant pour répondre à la réalité des entreprises de l'Abitibi-Témiscamingue

Abitibi-Témiscamingue, le 11 juin 2026 – La Coalition régionale en immigration, formée des Chambres de commerce de l'Abitibi-Témiscamingue, d'Attractivité Abitibi-Témiscamingue, de la Conférence des préfets de l'Abitibi-Témiscamingue et de plusieurs organisations et entreprises qui gravitent autour du développement socio-économiques accueillent favorablement l'annonce de la réouverture du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) pour une période de deux ans. Cette décision représente un pas dans la bonne direction en redonnant une certaine prévisibilité aux entreprises et aux travailleurs étrangers qui jouent un rôle essentiel dans l'économie régionale.

Inspirées de la position de la Fédération des Chambres de commerce du Québec (FCCQ), la Coalition souligne toutefois que cette mesure ne permettra pas, à elle seule, de résoudre les enjeux structurels liés à la pénurie de main-d'œuvre.

« Dans un contexte où la rareté de main-d'œuvre freine directement la croissance et même la pérennité de nombreuses entreprises en Abitibi-Témiscamingue, la réouverture du PEQ est une bonne nouvelle. Cependant, elle doit impérativement s'accompagner de mesures plus larges et adaptées aux réalités régionales. Sans une hausse des seuils d'immigration et sans mécanismes facilitant l'établissement durable des travailleurs et leur famille en région, nos entreprises continueront de faire face à des défis majeurs. Plus largement, c'est la capacité de l'Abitibi-Témiscamingue à relever ses défis démographiques, à maintenir des milieux de vie dynamiques et à assurer son développement à long terme qui est en cause » a déclaré Éric Beaupré, porte-parole des Chambres de commerce de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les entreprises de la région, notamment dans les secteurs des services publics, minier, forestier, manufacturier, du commerce de détail et de services, dépendent fortement de l'apport de travailleurs étrangers pour maintenir leurs activités. La fermeture récente du PEQ avait accentué l'incertitude et fragilisé la planification des entreprises, tout comme la rétention des talents.

La Coalition rappelle que la région s'est fortement mobilisée autour d'un mémoire déposé à l'été 2025, dont les recommandations demeurent toujours d'actualité. Dans ce contexte, elle réitère trois priorités incontournables :

Territorialiser la planification de l'immigration

Reconnaître pleinement l'expertise des régions et leur capacité à identifier leurs besoins, en leur accordant un rôle accru dans la planification et l'adaptation des politiques d'immigration.

Stabiliser les parcours des étudiants internationaux et des travailleurs déjà installés

Mettre en place des parcours prévisibles, cohérents et durables. L'objectif n'est pas d'augmenter les admissions, mais de favoriser l'enracinement de personnes déjà présentes, francophones, intégrées, logées et actives sur le marché du travail.

Adapter les programmes aux régions en pénurie structurelle

Accorder une flexibilité accrue aux régions reconnues en pénurie structurelle, dont l'Abitibi-Témiscamingue, afin de soutenir les entreprises, maintenir les services essentiels et stabiliser la population active.

La Coalition rappelle que la vitalité économique, sociale et démographique de l'Abitibi-Témiscamingue est étroitement liée à sa capacité d'attirer, de recruter et de retenir une population active suffisante pour soutenir son développement. Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population, la faible croissance démographique et une rareté persistante de main-d'œuvre, l'enjeu dépasse largement les besoins des entreprises : il touche directement la vitalité des communautés, le maintien des services essentiels et l'occupation dynamique du territoire. Sans ajustements structurants, plusieurs projets d'investissement, de développement et d'innovation pourraient être compromis, limitant ainsi la capacité de la région à assurer sa croissance et sa pérennité.

Une mobilisation qui se poursuit en vue de la campagne électorale

À l'approche de la prochaine campagne électorale provinciale, la Coalition régionale en immigration entend poursuivre activement ses représentations afin de faire reconnaître ces priorités.

Elle invite l'ensemble des partis politiques, des candidates et candidats, ainsi que les personnes aspirant à gouverner le Québec, à s'engager clairement à mettre en place des mesures adaptées, durables et prévisibles pour les régions en pénurie structurelle.

Au-delà des déclarations d'intention, la Coalition insiste sur l'importance d'obtenir des engagements concrets qui permettront d'assurer la vitalité des collectivités, la croissance des entreprises et la pérennité des services en région.

À propos de la Coalition régionale en immigration

Créé à l'hiver 2025, la Coalition régionale en immigration de l'Abitibi-Témiscamingue est né d'une mobilisation collective face aux récentes restrictions gouvernementales en matière d'immigration. Chapeauté par les cinq Chambres de commerce régionales, il rassemble des acteurs clés du développement socioéconomique (entreprises, municipalités, éducation, emploi, services sociaux et santé, milieux communautaires et culturels). Le comité vise à défendre les intérêts de la région et de ses résidents issus de l'immigration, tout en revendiquant une approche équitable et durable de la régionalisation. Il agit comme porte-voix politique pour préserver l'attractivité, l'accueil et l'enracinement qui font la force de l'Abitibi-Témiscamingue.

-30-

Demande d'entrevues et renseignements :

Nathalie Langlais
819-279-1170
Nathalie.langlais@ccirn.qc.ca